

DANS LES COMMISSIONS

Assemblée Nationale

FINANCES.- Au cours d'une première réunion et après avoir entendu Claudius Petit, la commission a rejeté la motion présentée par Nisse, tendant à obtenir, pour le budget de la Reconstruction, le relèvement par lettre rectificative des crédits de certains chapitres de ce budget. Réunie en une seconde séance, la commission a adopté le projet (n°994) de budget du ministère de la Santé publique, sur le rapport de Marcel David et sous réserve de quelques réductions à titre indicatif. Elle a ensuite adopté, sur le rapport de Boisdé, le budget annexe de l'Imprimerie nationale (projet n°998).

AFFAIRES ECONOMIQUES.- La commission a adopté une motion dans laquelle elle manifeste son inquiétude devant la situation critique de l'industrie cotonnière française et l'important chômage qui s'y installe, à la suite des importations et des admissions temporaires de tissus étrangers. La commission demande au Président du conseil d'intervenir pour mettre fin d'urgence à ces importations. D'autre part, la commission s'est prononcée à l'unanimité pour l'adoption de la proposition de loi, déposée par tous les commissaires, en vue de rétablir les droits du Parlement en matière de tarification douanière.

DEFENSE NATIONALE.- La commission a adopté le rapport de Capdeville, concluant à l'approbation de l'avis du Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à la création d'une croix du combattant volontaire pour la guerre 1939-45. Elle a désigné Pierre André, H. Ducos, Max Lejeune, de Monsabot, André Monteil, Pierre Teigen, pour faire partie d'une sous-commission mixte chargée d'étudier le problème de l'Armée européenne.

Dans l'après-midi, la commission a entendu Georges Bidault sur les problèmes concernant l'Armée européenne, la situation actuelle de l'armée française, ainsi que les possibilités budgétaires envisagées pour l'exercice 1952 en matière de défense nationale.

AFFAIRES ETRANGERES.-La commission a adopté le rapport présenté par Maurice Faure, tendant à la ratification du traité de paix avec le Japon. Après un échange de vues, la commission a adopté une motion demandant un "débat sur l'Armée européenne devant l'Assemblée avant la Conférence de Rome et l'arrivée du Chancelier Adenauer à Paris". La commission a enfin entendu Alfred Coste-Florot, qui a présenté un exposé liminaire sur le projet de loi tendant à la ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier.

MARINE MARCHANDE.- La commission a procédé à l'audition du ministre de la Marine marchande, qui a tout d'abord analysé le budget de son département pour l'année 1952. En ce qui concerne le budget ordinaire, il a fait remarquer que les demandes mesurées présentées à l'administration des Finances lui avaient permis d'obtenir un relèvement substantiel des crédits portant notamment sur le matériel, l'inscription maritime, l'enseignement maritime et les bourses d'études, l'entretien des immeubles, les oeuvres sociales et l'entraide aux familles des marins périés en mer. Traitant du budget d'investissement, le ministre a tenu la commission au courant des pourparlers engagés avec son collègue des Finances, au sujet du règlement d'administration publique en cours de signature, résultant du vote de la loi sur l'aide à la construction navale. Morice a ensuite exposé le problème du crédit maritime mutuel et, par voie de conséquence, celui de la situation de la flotte de pêche. Il a également indiqué les réformes à entreprendre dans l'enseignement et l'apprentissage maritime, réformes actuellement en cours d'étude.

TRAVAIL.- La commission n'a pu valablement accepter la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de Fourvel, relative aux prestations familiales. 12 voix seulement s'étant prononcées pour l'urgence. Par contre, elle a accepté à l'unanimité des 20 commissaires présents la

demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution d'Alfred Costes, relative à la fermeture de l'entreprise Salmson. Elle a chargé Buxom de présenter son rapport vendredi prochain. Le Président a ensuite informé la commission des travaux de la sous-commission de la Sécurité sociale qui examinera, avant la fin de l'année, les divers rapports relatifs à la situation présente des caisses de Sécurité sociale et d'allocations familiales.

BOISSONS.- La commission a décidé de demander à Louvel de venir lui exposer l'état des approvisionnements en soufre et sulfate de cuivre pour la viticulture. Elle a chargé son président de protester auprès du ministre de l'Agriculture contre le projet d'acquisition en Espagne de vins de 14°, destinés aux territoires français d'outre-mer et au ravitaillement de la marine marchande.

PENSIONS.- La commission a adopté une motion, demandant qu' "un effort substantiel soit fait par le Gouvernement en vue d'améliorer la situation des anciens combattants et victimes de la guerre".

Conseil de la République

AFFAIRES ECONOMIQUES.- La commission a poursuivi l'examen du problème de l'échelle mobile des salaires. De Villoutreys, rapporteur pour avis du texte voté par l'Assemblée Nationale, a donné connaissance des délibérations de la commission du Travail. Consultée par son président, la commission s'est prononcée à une forte majorité : 1°) en faveur de la substitution d'une référence à un système indiciaire (213 articles) à la référence à un budget type - 2°) contre le principe d'une révision automatique des salaires qui enlèverait au gouvernement tout pouvoir d'appréciation et de décision.

TRAVAIL.- La commission a commencé la discussion générale de l'avant-rapport d'Abel-Durand, sur la proposition de loi d'échelle mobile des salaires. Elle a écarté la notion de budget type inscrite dans le texte voté au Palais-Bourbon et lui a substitué celle de l'indice de la consommation familiale de la région parisienne (indice portant sur 213 articles). A l'unanimité, elle a adopté le principe d'un recours automatique à la révision des salaires, lorsqu'on aura constaté une augmentation du coût de la vie. Mais le seuil d'augmentation décidant du moment de la révision n'a pas été déterminé. D'autre part, la commission s'est prononcée, par 13 voix contre 11 et 6 abstentions, contre la répercussion intégrale et automatique de l'augmentation du coût de la vie sur le salaire minimum interprofessionnel garanti.

DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Je tiens à votre disposition, en communication, les textes suivants, récemment déposés sur le bureau de l'Assemblée :)

PROJETS DE LOI :

- autorisant le Président de la République à ratifier le protocole relatif à la signalisation routière, signée à Genève le 19-9-49. (n° 1370)
- tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2456 du 19-10-45, portant statut de la mutualité. (n° 1490)

PROPOSITIONS DE LOI :

- de Waldeck Rochet, tendant à mettre en oeuvre un programme de modernisation et d'équipement rural pour une période de cinq ans. (n° 1355)
- de Rey, tendant à renforcer l'action du service de la répression des fraudes au ministère de l'Agriculture. (n° 1400)
- d'Estradère, tendant à compléter l'article premier de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946, sur la propriété commerciale, en vue de mettre fin aux opérations spéculatives de certains propriétaires. (n° 1362)

(Condensé des informations officielles de la soirée et de la nuit)

Signature de l'accord d'aide militaire américain à la Yougoslavie. - Le maréchal Tito et l'ambassadeur américain Allen ont signé à Belgrade l'accord sur l'aide militaire des Etats-Unis à la Yougoslavie. L'aide américaine consistera en fournitures de matériels, ainsi qu'en services de toutes sortes. Le montant global n'est pas fixé, non plus que la durée. Cette aide devra être utilisée conformément au programme de la Charte des Nations Unies et pour la défense de la Yougoslavie contre une agression éventuelle, afin de contribuer par tous les moyens au maintien de la paix. Pour l'application de cet accord, une mission militaire américaine, dirigée par le général Varmony, sera installée à Belgrade.

Une conférence sur l'armée européenne, réunissant les ministres Robert Schuman, Van Zeeland, Stikker, Bech, Tagliani et, pour l'Allemagne, le professeur Hallstein, se tiendra cet après-midi au Quai d'Orsay. La conférence des experts y sera représentée par Hervé Alphand. Seront examinés les grands problèmes militaires (notamment l'unité de base), l'aspect politique des solutions envisagées et plus particulièrement la forme que devrait prendre l'Autorité supranationale à laquelle incomberont les responsabilités principales. La répartition des charges sera également étudiée. Dans l'ensemble, il s'agit de préparer la Conférence de Rome, prévue pour la fin du mois.

A l'Assemblée des Nations Unies, la fin de la séance d'hier a été marquée par l'intervention du chef de la délégation iranienne, M. Entezam, qui, en des termes modérés, a défendu la thèse des nations arabes, et par le discours du délégué de l'Inde, sir Benegal Rau, qui a, d'une part, appuyé la suggestion de M. Vincent Auriol et regretté, d'autre part, que le gouvernement de Pékin ne soit pas représenté.

En ce qui concerne la question du Maroc, le porte-parole égyptien a fait savoir, par une conférence de presse, que "la demande d'ajournement de la discussion (présentée par l'Egypte) ne pouvait en aucune manière être interprétée comme l'annulation de la plainte arabe". Il a déclaré également : "Nous interviendrons en ayant toujours présent à l'esprit deux critères : la correction et l'amitié franco-arabe".

Noël de restriction en Angleterre. - Le ministre du Ravitaillement a annoncé, aux Communes, que, pour la première fois depuis la guerre, il n'y aurait pas, à l'occasion de Noël, de distributions supplémentaires de sucre, de thé et de beurre.

Vote de confiance pour le gouvernement belge. - Par 91 voix contre 79, le Premier ministre Pholien a obtenu la confiance de la Chambre contre l'opposition socialiste.

Activité diplomatique à Bonn. - Le chancelier Adenauer se rendra mardi prochain à Paris, où il conférera avec Robert Schuman, Acheson et Eden. Le Parlement fédéral a reçu en séance plénière la délégation de 13 parlementaires américains, qui visitent l'Allemagne occidentale.

Déconcentration industrielle en Allemagne. - Les aciéries "Ilseder-Hütte" et "Thyssen-Bornemisze" ne seront plus soumises au contrôle allié. Par contre, la Haute-Commission a décidé de procéder à la décentralisation de la société Stinnes Organisation pour la production et la vente de charbon. Les biens du trust Stinnes, représentant d'autres activités, seront organisés dans le cadre de nouvelles sociétés.

Plus d'exports britanniques dans les écoles et usines de guerre égyptiennes : telle est la décision des autorités du Caire qui rappellent, pour les remplacer, des officiers égyptiens en mission à l'étranger.

Mossadegh a précisé, à Washington, qu'il avait demandé, sans obtenir de résultat jusqu'à présent, un emprunt gagé sur les revenus pétroliers de l'Iran.

(La Journée en bref - 2 -)

n° 1.985

Le Président de la Commission atomique américaine, Gordon Dean, accompagné de ses experts, a quitté cette nuit Rio-de-Janeiro pour New-York. On prévoit un accord atomique entre les U.S.A. et le Brésil, comportant notamment la construction d'une ville atomique en territoire brésilien.

Le procès des militaires argentins, compromis dans le complot du 28 septembre, aboutit à 97 condamnations à la réclusion ou à des peines de prison de 3 mois à 6 ans.

En France :

L'Assemblée Nationale, dans sa séance d'hier soir, a terminé l'examen du budget de la Reconstruction et commencé l'étude du budget de la Marine marchande. Séance ce matin.

L'activité syndicale. - La grève des mineurs dans le Nord et le Pas-de-Calais s'est étendue, par suite de la décision des mineurs F.O. qui, à Lens, ont décidé de se joindre au mouvement, tout en réservant la possibilité de poursuivre les pourparlers avec le Gouvernement. 50.000 grévistes ont été décomptés hier. On en prévoit 100.000 pour aujourd'hui.

Le Comité confédéral national F.O. se réunira vendredi, samedi et dimanche. Il examinera notamment la question des salaires et des prix.

Le Bureau confédéral de la C.G.T. réclamera, lors de la réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives, le 21 novembre, la fixation d'un nouveau salaire minimum garanti interprofessionnel "sur la base des 23.600 francs valable au 15 août 1951, en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie constatée depuis cette date".

Le Congrès de la Fédération de l'Enseignement s'est ouvert hier, à la Mutualité. Les votes n'interviendront qu'aujourd'hui.

Tandis que le Conseil général de la F.S.M. se réunit ce matin en séance plénière, à Berlin-Est, la Fédération des Syndicats libres organise pour le 21 novembre, à Berlin-Ouest, une manifestation opposée.

L'élection de l'ancien député de la Haute-Marne Rollin comme conseiller général indépendant a été annulée pour inéligibilité.

La production sidérurgique franco-sarroise a dépassé, en octobre, le niveau atteint en 1929. On envisage une augmentation sensible de l'approvisionnement du marché intérieur. Par contre, les experts américains dans la Ruhr estiment que la production de houille est encore nettement inférieure par rapport à celle de l'avant-guerre.

Indochine. - La seconde opération offensive, déclenchée en Indochine sur l'ordre de de Lattre de Tassigny, était considérée comme terminée hier soir, après avoir remporté un complet succès. Hoah Binh, évacué par les troupes franco-vietnamiennes il y a un an, est de nouveau dégagé. 1.500 kilomètres carrés, 350 villages et 150.000 habitants se trouvent ainsi insérés dans les territoires contrôlés par les autorités vietnamiennes. Les populations muong se trouvent libérées de la pression du Vietminh. Hoah Binh redevient une importante tête de pont du dispositif franco-vietnamien, destinée à paralyser certaines voies de communication particulièrement importantes pour le Vietminh.

-:-

JE TIENS A VOTRE DISPOSITION, EN COMMUNICATION, des notes sur :

- 1) l'audition devant le Conseil Economique, sur le traité de Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier du représentant du Commissariat général du Plan Uri, du président général du Syndicat Général des industries mécaniques Métral, du délégué de la Chambre Syndicale de la Métallurgie Charvet, du président du conseil d'administration des Charbonnages de France Audibert, du conseiller technique du ministre de l'Energie Gardent, du président de l'Association des utilisateurs de produits sidérurgiques Jean Constant, du conseiller d'Etat Lagrange, du Président Directeur Général de la Régie Renault Lefauchaux, du Directeur Général de la S.N.C.F. Armand, du Membre du Conseil Economique représentant des organisations minières et sidérurgiques de la C.F.T.C. Willame (déjà proposée dans un "En Vrac" de ma lettre N° I982 du I2 novembre) ;
- 2) les notes de M. A W Klein, du Centre autrichien de la Productivité - notes actuellement étudiées par le Comité des Questions Scientifiques et Techniques de l'O.E.C.E. -, consacrées aux divers systèmes de rémunération propres à stimuler la productivité (déjà proposées dans un "En Vrac" de ma lettre N° I982 du I2 novembre) ;
- 3) le projet de loi tendant à la ratification d'un échange de lettres, intervenu le 25 mai I95I, entre les deux délégations de la commission mixte franco-italienne, prévue par l'accord du 29 mai I948 relatif

.....

à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la guerre (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre N° 1983 du 13 novembre) ;

ainsi que des notes sur :

- 4) la situation économique de la production de la soie en France ;
 - 5) un projet de création d'un groupe d'étude des marchés textiles (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre N° 1980 du 8 novembre).
-